Communiqué de presse du gouvernement de la Nouvelle-Calédonie

Le gouvernement de la Nouvelle-Calédonie s'est réuni dans ses locaux de l'avenue Foch, le jeudi 11 juillet 2002.

Au cours de cette séance, le gouvernement a examiné et adopté, un projet de délibération du Congrès, quatre délibérations du gouvernement et trente huit arrêtés.

Les travaux du gouvernement ont porté, notamment sur les points suivants :

. **Huissiers de justice** : La Gendarmerie prête, depuis de très nombreuses années, son concours à l'exercice de cette mission dans les communes de l'intérieur et des îles avec les fonctionnaires-huissiers. Cette activité représente une charge importante pour de nombreuses brigades au détriment des missions traditionnelles de la Gendarmerie. Une réflexion a donc été engagée avec les autorités compétentes pour faire évoluer cette situation.

Le gouvernement a adopté une première mesure consistant à étendre à la partie sud de la commune de Païta (Païta village, Lotissement Julisa, Gadji, le Mont Mou, Lotissements Scheffleras, Bernard, Ma Plaine et Ondemia) la compétence territoriale des charges d'huissiers de justice exerçant sur Nouméa, Mont-Dore et Dumbéa.

Il a, en outre, été procédé à la revalorisation des actes exécutés par les fonctionnaires-huissiers en matière civile et commerciale dont les tarifs n'avaient pas évolué depuis 1977.

. **Economie** : Afin de favoriser le développement de la fabrication locale de savons de ménage par l'usine implantée à Ouvéa qui utilise l'huile de coprah produite sur place, le gouvernement a décidé de suspendre les importations de ce type de produits.

. **Sécurité sociale** : En application de la loi du pays du 11 janvier 2002 relative à la sécurité sociale, le gouvernement a adopté une série d'arrêtés :

- fixant la liste des actes professionnels de santé des médicaments des prestations sanitaires des actes de biologie remboursables ;
- agréant les agents de contrôle du recouvrement de la C.A.F.A.T. ;
- relatif au plan comptable de la C.A.F.A.T..

*
* * *

Le président du gouvernement a prononcé la communication suivante relative au R.U.A.M.M. :

«Certains syndicalistes continuent à faire courir le bruit que le Gouvernement de la République aurait décidé de reporter de plusieurs mois l'affiliation des fonctionnaires de l'Etat au R.U.A.M.M.

Comme M. Manuohalalo l'a déjà indiqué à plusieurs reprises, je tiens à réaffirmer qu'il s'agit d'une information dénuée de tout fondement.

L'affiliation des fonctionnaires de l'Etat à ce régime est effective depuis le 1^{er} juillet et a été décidée par une loi nationale. Le Gouvernement de la République n'a donc pas le pouvoir d'en décider le report, mais il n'en a pas non plus la volonté.

En effet, le Ministre de l'Outre-Mer, comme le cabinet du Premier Ministre m'ont assuré que l'Etat respecterait ses engagements et apporterait son entier concours à cette réforme démocratiquement décidée par les élus de la Nouvelle-Calédonie et soutenue par les principales forces syndicales.

Comme nous nous y sommes engagés, le gouvernement de la Nouvelle-Calédonie ouvrira des discussions avec l'ensemble des partenaires concernés pour examiner les améliorations qui pourraient être apportées aux textes instituant le R.U.A.M.M.. Ces discussions débiteront, au plus tard, au cours de la première quinzaine du mois d'août. »